



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

N° 171 Octobre / Novembre 2003 - 4 € - Bulletin mensuel de liaison du MIL - (ISSN 0989-3237)

Jean-Pierre RAFFARIN : UN CAPITAINE COURAGEUX

par Jacques ROUGEOT

professeur à la Sorbonne

Avec l'automne revient la saison de la chasse. Dans le monde politique, cette année, la plus pratiquée est la chasse au gouvernement, et plus précisément au premier ministre. Ce qu'elle a d'excitant,

c'est qu'elle ne connaît ni règles ni mesure. Tous les moyens sont bons et mis en œuvre avec un tel acharnement que certains s'imaginent déjà que le moment de la curée est proche.

A vrai dire, la phase à laquelle nous assistons aujourd'hui a été préparée par divers assauts qui se sont succédé depuis le printemps dernier.

PRINTEMPS-ÉTÉ : LES ASSAUTS PRÉPARATOIRES

L'agitation qui s'est développée au printemps relevait de la stratégie de l'épreuve de force. Il s'agissait d'affronter directement le gouvernement sur un terrain stratégique, c'est-à-dire de concentrer les coups de boutoir sur un secteur particulier de la muraille de façon que la brèche ainsi créée fasse, à terme, écrouler la forteresse tout entière. L'objectif de l'offensive a été la réforme des retraites et la force assaillante a été constituée par les manifestations de masse. On retrouve là l'un des grands classiques dans les rapports de force en politique : la pression de la rue opposée à la légitimité conférée par les urnes, légitimité que la gauche n'accepte qu'en paroles et qu'elle remet toujours en cause dans les faits. Conformément à la tradition, les gros bataillons syndicaux, ceux de la CGT et de FO, ont été mobilisés et l'on a vu au fil des jours se succéder défilés et cortèges avec banderoles et slogans. Ces mouvements, relayés et amplifiés par les médias, devaient impressionner suffisamment le gouvernement pour qu'il cède et retire son projet. Cette reculade l'aurait discrédité et aurait brisé dès le départ l'élan né de la volonté de réforme proclamée par la droite au pouvoir. C'est à peu près ce qui s'était passé à l'automne 1986, avec les manifestations qui aboutirent au retrait du projet de loi Devaquet sur les universités.

Le scénario, comme on le sait, n'alla pas à son terme. Outre l'absence totale de relais politique, il fut enrayé par deux particularités non prévues au programme. D'une part, il s'avéra très vite que les forces syndicales traditionnelles ne maîtrisaient pas les événements et que le véritable moteur de l'action était constitué par les groupes d'extrême-gauche de tout acabit et de toutes origines, uniquement soucieux d'en découdre par la violence et ravis de trouver un terrain d'entraînement en vue de grandes manoeuvres ultérieures. Voilà qui faisait mauvais genre et qui avait de quoi éloigner même les « bobos » disposés à toutes les complaisances mais qui soudain se faisaient du souci pour les atteintes que pourrait subir leur épiderme délicat.

Mais la véritable cause de l'échec de l'offensive tient en trois lettres, celles qui composent le mot « non ». Ce monosyllabe, d'une force quasi invincible lorsqu'il est employé à bon escient, fut opposé par Jean-Pierre Raffarin et son gouvernement aux prétentions de la rue. A moins de faire exploser le régime, ce dont ils n'ont pas les moyens, les assaillants ne pouvaient qu'arrêter leurs gesticulations et s'incliner finalement devant la force de la loi. Belle leçon de stratégie appliquée : tenir bon jusqu'au bout est généralement le meilleur moyen de remporter la victoire.

Les « travailleurs », épuisés et amers d'avoir battu en vain le pavé, se réfugièrent donc dans les vacances pour y jouir d'un repos bien mérité. C'est alors que, de façon inattendue, le relais de l'agitation fut pris par les intermittents du spectacle. Ce mouvement atypique prenait tout le monde à contre-pied. Déclenché en une période traditionnellement apathique par une catégorie minime et marginale de la population, il éclatait sur un terrain inédit, celui de la « culture », mot qui, en l'occurrence, doit être virtuellement encadré d'un bon nombre de paire de guillemets. On reconnaît là tous les traits qui caractérisent une action spécifiquement gauchiste.

Comment cette minorité agissante put-elle remporter des succès disproportionnés à ses véritables forces, comme l'annulation de nombreux festivals, à commencer par les plus importants festivals de théâtre (Avignon) et d'art lyrique (Aix-en-Provence) ? La réponse tient en un mot : la lâcheté. S'il est vrai que certains organisateurs firent preuve de dignité et de courage, le seul spectacle que la plupart furent en mesure de donner fut celui d'une affligeante veulerie. Ils se condamnaient d'avance à la défaite en se croyant obligés de respecter deux tabous.

Premier tabou, comme un article de foi : interdiction de critiquer les intermittents sur le fond, et au contraire proclama-

tion, avec trémolos de rigueur, qu'on était de tout cœur solidaire de ceux qui s'employaient simplement à détruire l'ouvrage qu'on avait la charge de faire fonctionner. On émettait seulement quelques réserves sur les formes de la revendication. Il n'était pourtant pas difficile de dénoncer dans ceux qui manifestaient une caste de privilégiés. Doublement privilégiés même : par rapport à leurs collègues du monde entier (il n'existe nulle part ailleurs de régime aussi favorable) et par rapport aux autres bénéficiaires potentiels des allocations de chômage, puisque cent mille intermittents drainent à leur seul profit autant de ressources que plusieurs millions d'autres salariés qui payent pour eux et qui n'ont qu'à se contenter des miettes.

Deuxième tabou, qui découle du premier : refuser *a priori* de prendre les mesures qui auraient rapidement étouffé le mouvement. Il n'était pas question, en effet, de faire appel aux forces de l'ordre, jugées impures, alors qu'on était moralement solidaire de gens qui se conduisaient comme des voyous et des délinquants de droit commun. Pas question non plus de porter plainte en justice contre les responsables des dégâts commis, dégâts directs et surtout dégâts « collatéraux », avec les conséquences

multiples entraînés par les annulations. Contrairement à ce qu'on croit souvent, cette arme n'est pas purement théorique, car les tribunaux, à condition qu'ils soient saisis, prononcent des condamnations pécuniaires très lourdes qui, en l'espèce, auraient étouffé en toute discrétion les ardeurs les plus destructrices. L'inertie constatée révèle non seulement une profonde lâcheté, mais une inquiétante dégradation du sens civique. Pour sa part, le gouvernement a fait ce qu'il avait à faire, c'est-à-dire qu'il a imperturbablement promulgué le texte qui avait donné prétexte à tous les psychodrames.

La fin de l'été marque un tournant dans l'offensive menée contre le gouvernement. Comme il apparaît clairement que les affrontements directs organisés sur le terrain se heurtent à la résolution de Jean-Pierre Raffarin et de son équipe, il est nécessaire d'imaginer une stratégie plus insidieuse. Les victimes de la canicule offrent une occasion qui est saisie avidement et sans scrupules. La tonalité pathétique est fournie par l'événement : il y a des morts (qui peuvent contrebalancer l'affaire du sang contaminé). L'angle d'attaque est aussitôt trouvé : par son incompétence et son incurie, le gouvernement de droite condamne à mort plusieurs milliers de personnes et aggrave son cas

en faisant preuve d'une indifférence inhumaine.

Il faudra sans doute revenir ultérieurement sur les conséquences réelles de la canicule et voir quelle est la signification exacte des chiffres globaux et massifs qui sont assésés. Mais ce qui apparaît le plus clairement, c'est le cynisme impudent de la gauche drapée dans la robe du procureur. En effet, dans la mesure où c'est tout un pan du système de santé qui a été défaillant, cette défaillance résulte d'un état de fait établi de longue date, dans lequel les trente-cinq heures ont été un facteur de désorganisation majeur, dénoncé bien avant l'été 2003. Elle ne saurait pour l'essentiel être imputée à un gouvernement en place depuis un an.

A partir de cet événement dramatique, l'image qui est donnée du gouvernement n'est plus celle d'un pouvoir dur et répressif, mais plutôt celle d'une équipe déseparée, sans boussole et sans capitaine, bientôt rongée par les dissensions internes. La manœuvre est habile, car ce qui discrédite le plus un gouvernement, ce ne sont pas les mesures les plus désagréables qu'il est amené à prendre, c'est de donner l'impression qu'il ne gouverne pas. Dans cette phase de l'offensive, ce sont les médias qui jouent le rôle majeur.

AUTOMNE : L'OFFENSIVE GÉNÉRALISÉE

La rentrée de 2003 ouvre pratiquement la campagne électorale des élections régionales et européennes du printemps 2004. Pourtant, la gauche établie est toujours aussi incapable de se doter d'une ligne politique ou même simplement de donner d'elle-même une image pas trop floue. En veine d'imagination, les socialistes ont cru trouver le bon filon en se lançant dans une réhabilitation, voire une glorification, de l'impôt. Le succès obtenu étant plutôt de l'ordre du rire franc et massif que de l'adhésion enthousiaste, ils semblent s'être résignés à rengainer leur gadget pourtant si original.

Plus que jamais, donc, le salut de la gauche ne peut résider que dans un travail de sape pour déstabiliser le gouvernement. Plus que jamais aussi, cette tâche délicate doit être accomplie non par des bricoleurs socialistes, mais par des professionnels des médias.

Pour donner un exemple de ce qui se pratique, on n'a que l'embarras du choix. Le plus démonstratif, toutefois, est de se référer au journal qui a la plus longue expérience en la matière et qui, aux yeux de certains, détient encore un reste

d'auréole, quelque peu cabossé et terni, il est vrai, par plusieurs livres explosif parus depuis quelques mois. Chacun aura, évidemment, reconnu *Le Monde*. Un seul numéro, parmi d'autres, suffit d'ailleurs à donner une idée de la méthode. Prenons, par exemple, celui du 25 septembre 2003.

Le grand titre de première page, très important pour mettre en condition l'esprit du lecteur, donne le ton : «L'équipe Raffarin est saisie par la crainte de l'échec». La cible est désignée, et même nommée. Plutôt que le gouvernement collectivement, c'est le premier ministre personnellement qui est visé. Faire tomber un homme, considéré comme clé de voûte de l'édifice à abattre : on reconnaît la technique employée naguère avec une rage obsessionnelle contre Jacques Chirac. Le piètre résultat de ce précédent ne semble pas avoir trop démonétisé cette ancienne recette, qui trouve dans le temps ses lettres de noblesse, ou plutôt de bassesse.

Les lecteurs pressés, c'est-à-dire le plus grand nombre, s'en tiendront, pour le détail, aux cinq points essentiels détachés en gras sous le titre principal : -

«L'«agenda 2006» de M. Raffarin laisse sceptiques les parlementaires UMP. – Tensions au sein du gouvernement – La crainte de la «spirale de l'échec». – Plusieurs ministres critiquent le jeu personnel de Debré, Fillon et Sarkozy. – Rumeurs de remaniement.»

Ces points ne sont évidemment pas choisis au hasard. Ils confirment et précisent l'orientation du titre : en visant Jean-Pierre Raffarin, les journalistes du *Monde* ne semblent pas prendre parti : ils ne font que répercuter l'attitude généralement répandue des propres amis politiques du premier ministre. Celui-ci, que ce soit au gouvernement ou au parlement, fait l'unanimité contre lui. On remarquera l'emploi habituel de l'article défini («les parlementaires UMP»), qui suggère fortement que le scepticisme est le fait de tous les parlementaires.

Voulez-vous pousser les journalistes dans leurs retranchements et les prendre en défaut sur un point précis ? Ce sera difficile, car, justement, l'usage du flou rend toute vérification impossible : «plusieurs ministres» : combien ? lesquels ? Quant aux «rumeurs», quoi de

plus insaisissable ? *Le Monde*, toujours objectif, ne les prend pas forcément à son compte.

Le lecteur curieux et courageux qui s'aventurera jusqu'à la page 8, où se situe l'article développé, trouvera-t-il plus de précisions ? Hélas ! non. A la lecture du titre, il apprendra que «Jean-Pierre Raffarin fait douter sa majorité et son gouvernement». La cible de la première page est confirmée, ainsi que l'effritement des deux piliers qui sont censés soutenir celui qui semble dès lors promis au sort de victime expiatoire (autrement dit de bouc émissaire). Le verbe «fait douter» pourrait même suggérer que Jean-Pierre Raffarin s'emploie activement à semer le doute.

Les deux intertitres («Mauvaise passe» et «Jusqu'à la corde») ne font rien présager de bon pour ce malheureux gouvernement. Mais comme ces deux

expressions sont entre guillemets, on peut penser que, en bonne déontologie, elles rapportent littéralement des propos clairement identifiés. Sur ce point encore, comme à l'entrée de l'enfer de Dante, il faut déposer toute espérance, car la première expression est attribuée à «un autre membre de l'équipe gouvernementale» et la seconde à un «collègue» d'un ministre évidemment anonyme. Cet emploi de citations entre guillemets attribuées à des auteurs non identifiés (et non identifiables) fait l'essentiel du corps de l'article. Pratique habile si l'on veut, en réalité vicieuse car elle donne un apparent cachet d'authenticité littérale à des propos radicalement invérifiables qui peuvent aussi bien être de l'invention du rédacteur.

Le Monde d'aujourd'hui s'efforce d'être dans la grande tradition qui remonte à son origine. Il n'y parvient toutefois pas tout à fait. En effet, du temps de son

vénérable fondateur, Hubert Beuve-Méry, les journalistes (qui se sont mis à trois pour produire quelques dizaines de lignes) auraient fait en sorte de glisser un ou deux points accordant au moins au gouvernement quelques circonstances atténuantes, en appliquant, certes, la recette du pâté d'alouette et de cheval (une alouette pour un cheval), mais du moins les apparences eussent été sauves. Des esprits malveillants pourraient déplorer que la ruse perfide d'autrefois se soit dégradée en «kolossale» finesse. Pour notre part, toujours désireux de «positiver», nous remercierons chaleureusement MM. Colombani et Plénel, actuels dirigeants du *Monde*, de dévoiler si ingénument leurs batteries et de nous permettre ainsi d'étayer nos analyses et de mieux orienter notre action.

QUELQUES BONNES RAISONS DE SOUTENIR JEAN-PIERRE RAFFARIN

Au-delà de la plaisanterie, il est bien vrai que l'acharnement de nos adversaires nous donne des indications précieuses à la fois sur leur stratégie et le terrain de notre riposte. Après avoir ménagé Jean-Pierre Raffarin, dont la personnalité originale semblait donner peu de prise aux attaques stéréotypées des médias, ils lui réservent aujourd'hui l'essentiel de leurs coups. Les raisons apparaissent clairement.

Raisons de fond d'abord. Certains attendaient un centriste un peu mou. Ils trouvent un homme résolu et même coriace, qu'il n'est pas facile de faire déloger des positions qu'il a décidé de tenir. Un homme aussi qui ne se laisse pas impressionner par les sophismes du politiquement correct. En somme, pour eux, cet homme n'est pas de la famille, il n'emploie pas le jargon de la tribu, il faut donc l'éliminer.

Raison tactique aussi. Il s'agit de faire sauter la pièce jugée la plus résistante du dispositif mais la plus exposée aux attaques. Pour cela, il faut l'isoler. On remarquera que Jacques Chirac, naguère encore traîné dans la boue, est aujourd'hui relativement ménagé. C'est qu'il a atteint une telle stature qu'il est à présent hors de portée des roquets. Quant aux membres de l'UMP, ministres ou députés, ils pourraient se tirer d'affaire si seulement ils étaient débarrassés de ce boulet qu'est le premier ministre. Ceux qui, au sein de la majorité, pourraient se laisser prendre aux

propos de ces grinçantes sirènes feraient preuve d'une inquiétante faiblesse, aussi bien intellectuelle que morale.

Il n'est pas nécessaire d'être César ou Napoléon pour savoir que, dans quelle bataille que ce soit, l'erreur stratégique la plus grave est de se laisser acculer à la défensive sur des positions de faiblesse choisies par l'adversaire et de croire, que sur le terrain politique, on désarmera son agressivité en lui sacrifiant les têtes qu'il réclame. En réalité, céder dans ces conditions, c'est-à-dire ne pas soutenir Jean-Pierre Raffarin ou le soutenir mollement, c'est prêter le flanc à une nouvelle offensive encore plus acharnée que la précédente. Dans le cas présent, la faute serait d'autant plus lourde que les critiques plus ou moins feutrées émises dans certains secteurs de la droite ou du centre à l'égard de Jean-Pierre Raffarin ne sont pas justifiées. Tel essayiste se taille un succès médiatique et public assez facile en prenant la pose du procureur impitoyable pour accuser le gouvernement qui n'a pas encore redressé la situation de «la France qui tombe», alors qu'il dispose de tous les pouvoirs politiques nationaux (les deux assemblées, l'Elysée et Matignon). C'est oublier simplement qu'un grand pays moderne, et particulièrement le nôtre, ne se gouverne pas comme une armée disciplinée. Il est hérissé de multiples pouvoirs de fait, dont beaucoup sont détenus par la gauche (que ce soit, par exemple, dans les

entreprises, dans la rue, dans les médias) et qui fonctionnent à l'encontre du gouvernement de droite comme des contre-pouvoirs et des forces de blocage. C'est évidemment la France qui en fait les frais, mais on est bien obligé d'en tenir compte. Les mêmes, d'ailleurs, qui fustigent Jean-Pierre Raffarin pour son excessive prudence n'avaient pas manqué de brocarder hautainement Alain Juppé, en 1995, pour les raisons exactement inverses.

Même légèreté, éventuellement teintée de mauvaise foi, dans les critiques portant sur le déficit budgétaire, qui dépasse les limites autorisées par le «pacte de stabilité» européen. On a même vu des souverainistes bon teint prendre les accents de la vertu sourcilieuse pour condamner le manquement à des règles qu'ils dénoncent en permanence. En fait, les économistes les plus sérieux savent que le chiffre de 3 % du PIB est purement arbitraire et que le déficit actuel est la conséquence inéluctable des innombrables factures impayées et bombes à retardement, notamment les trente-cinq heures, laissées par la gauche au pouvoir. Mais il y a encore aujourd'hui des descendants des médecins de Molière qui estiment qu'il vaut mieux laisser mourir le malade, pourvu que ce soit dans les règles, plutôt que de le soigner en écornant un principe d'autant plus sacré qu'il est moins rationnel.

En vérité, le gouvernement a à faire face à une accumulation de difficultés dont il n'est pas responsable. Certaines tiennent à cette espèce de malédiction qui semble poursuivre la droite, puisque celle-ci accède généralement au pouvoir lorsque la situation économique mondiale se détériore. D'autres sont la conséquence logique de la politique calamiteuse et irresponsable de la gauche qui a toujours laissé pourrir les grandes questions de fond : retraites, sécurité sociale, prélèvements paralysants, réhabilitation du travail. Aujourd'hui, les échéances sont là, toutes ensemble, inéluctables, et le terrain est miné. Il faut partout non pas corriger, mais renverser la politique précédente. Partout le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a amorcé les virages ou préparé la manœuvre. L'entreprise de réforme qui est lancée aujourd'hui est sans précédent

depuis le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958.

Le succès dépend en partie de nous. Soutenir le gouvernement nommé par Jacques Chirac est à la fois une nécessité et un devoir. C'est aussi un acte de confiance raisonné. C'est aujourd'hui que la situation est la plus difficile, mais tout laisse penser qu'elle va s'éclaircir, à la fois grâce à l'amélioration de la conjoncture internationale et grâce aux heureux effets des réformes à moyen et long terme qui n'en sont qu'à leurs débuts. Plus que jamais, il faut tenir.

Bien entendu, cette nécessité et ce devoir de soutenir Jean-Pierre Raffarin et de respecter une stricte discipline s'imposent à tous, à commencer par ceux, au sein ou à l'extérieur du gouvernement, qui sont les plus exposés aux faisceaux des médias. Jacques Chirac a été obligé d'intervenir pour rappeler avec vigueur ces

vérités premières. Ceux qui les auraient oubliées pèchent non seulement contre une sorte de morale mais montrent aussi qu'ils ont une conception assez étriquée de leur propre intérêt. Ils ne devraient pas oublier que les ambitions personnelles les plus légitimes ne doivent pas se manifester de façon trop ostensible et à contretemps et qu'on n'a jamais vu la victoire d'une personnalité se construire sur la division et l'affaiblissement de son propre camp.

Dès le lendemain de la victoire de la droite, en 2002, nous avons dit que le quinquennat de Jacques Chirac, coïncidant avec la durée d'une législature, était la dernière chance accordée à la France pour se réformer en profondeur sans trop de convulsions. En cette période où le chemin n'est pas semé de pétales de roses, chacun est face à ses responsabilités. Pour notre part, nous prenons les nôtres.



LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - CPPAP 0105 P 11181

Demande d'adhésion

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
 je souhaite adhérer (ou renouveler) mon adhésion au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
 je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160€ simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret
 Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr - Site Internet : www.lemil.com

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE